

ORANGE SANGUINE !

Solidaires
Finances
Publiques

Le feuillet rapide de la section
Solidaires Finances Publiques 28
ex-Snui-Sud Trésor
La boîte à lettres fonctionnelle



La boîte à lettres fonctionnelle » solidairesfinancespubliques.ddfip28@dgfip.finances.gouv.fr

NOTATION 2013

L'instruction sur l'entretien et la notation 2013 (gestion 2012) vient d'être envoyée aux Directions.

La principale nouveauté, suite à l'arbitrage de la Fonction publique concernant les revendications portées par solidaires Finances Publiques à la DGFIP, le contingent de dotation évolue. Le volume maximal d'agents pouvant bénéficier d'une réduction passe de 50% à 70%.

Ainsi, il est créé une nouvelle notation à 2 mois. La répartition pourra être la suivante :

- 50 % des agents pouvant bénéficier de 1 mois,
- 20 % des agents pouvant bénéficier de 2 mois.
- Une attribution de 3 mois (0,06) demeure mais devient « exceptionnelle », elle n'est pas contingentée, s'imputant le cas échéant sur la dotation départementale (*c'est à dire, prélevés sur les 2 mois ou 1 mois – relevant exclusivement d'une décision locale...*)

Il s'agit incontestablement de l'avancée la plus significative dans la bataille contre le carcan arbitraire du décret de 2002 que votre syndicat combat depuis le début.

En revanche, l'entretien reste individuel.

Nouveauté pour les plus jeunes de la filière fiscale, souvenirs pour les plus anciens (mais ne parlons pas d'âge entre nous), synthèse drastique pour les collègues de la filière gestion publique, le profil croix prend toute sa place dans la nouvelle notation.

Appréciation de la valeur professionnelle et de la manière de servir de l'agent

	Insuffisant	Moyen	Bon	Très bon	Excellent
Connaissances professionnelles dans l'emploi occupé :					
Compétences personnelles :					
Implication professionnelle :					
Sens du service public :					
Pour les agents exerçant des fonctions d'encadrement :					
- Capacité à organiser et animer une équipe :					
- Capacité à définir et à évaluer des objectifs :					

Une analyse détaillée sera prochainement mise à disposition de tous nos adhérents.

JOURNEE DE GREVE DU 27 NOVEMBRE 2012

Les résultats de la grève du 27 novembre dernier, lancée à l'appel de l'intersyndicale n'auront sans doute pas été aussi importants que ceux connus lors des précédents appels au niveau départemental comme au niveau national.

Cependant, avec des taux de 45 % de grévistes parmi les cadres C et B des SIE et 33 % dans les SIP, la fermeture de 2 postes comptables (Illiers-Combray et SIP de Chartres), la mobilisation des Chefs de postes aux responsabilités accrues alors que leurs moyens en personnel vont en diminuant, la réalité de nos services d'accueils exsangues, confrontés à l'attente légitime de nos concitoyens souvent en situation critique, sont mis en évidence. Ces services, confrontés à un accueil de public en augmentation constante sont sans doute aussi ceux qui, par ailleurs, ont connus les réformes + restructurations + simplifications (qu'ils disent) + dématérialisations (inachevées, comme toujours) et / ou ont connus les suppressions d'emplois les plus importantes.

Il y aurait certainement trop de paramètres à superposer pour une analyse plus fine (y compris sur la pertinence du rendez vous proposé – grand débat, souvent stérile) mais d'autres actions sont sans doutes envisageables, sans perte de rémunération... au lieu de parler de démarche stratégique, si nous parlions plutôt d'état des lieux, de pratiques statistiques « chronophages », de politique des ressources humaines qui s'appuie quasi exclusivement sur le recrutement d'encadrants alors que les services crient famine en matière d'experts ou tout simplement de « petites mains »... vaste sujet, mais si on disait STOP ! ?

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les agents des Finances Publiques d'Eure-et-Loir en grève le 27 novembre 2012.

Le projet de loi de finances 2013 prévoit 2 023 nouvelles suppressions d'emplois pour la Direction générale des Finances Publiques.

Dans notre département, ce sont **12 postes** qui vont disparaître et se cumuler aux **151 emplois déjà disparus ces dix dernières années**.

A ces suppressions d'emplois s'ajoutent la poursuite de la baisse des crédits de fonctionnement, le blocage du point d'indice et la baisse du volume de promotions internes du fait de la remise en cause du plan ministériel de qualification.

A la Direction Générale des Finances Publiques, la RGPP continue, mais en pire ! Aujourd'hui le constat est clair : les agents des finances publiques n'ont plus les moyens d'assurer leurs missions.

A l'appel de toutes les organisations syndicales, les personnels de la Direction Générale des Finances Publiques se sont mis en grève le mardi 27 novembre 2012 à 25% pour le département d'Eure-et-Loir.

Il est à signaler que les structures au contact direct des usagers (particuliers, entreprises), qui assurent au quotidien leur accueil et leur information, étaient très fortement mobilisées. En grève à 45 % dans les Services des Impôts des Entreprises et à 34 % dans les Services des Impôts des Particuliers, les agents ont voulu dénoncer des conditions de travail et d'accueil en constante dégradation. C'est pourtant dans ces services, notamment, que de nouvelles suppressions d'emplois sont annoncées !

Parce que rien n'a changé pour les emplois...

Au contraire, les 2023 suppressions annoncées dans le budget 2013 vont être concrètement entérinées et déclinées dans les services, et s'ajouter aux 24 000 suppressions depuis 10 ans. Une nouvelle fois, 2 départs à la retraite sur 3 ne seront pas remplacés. Et la scandaleuse RGPP, rebaptisée MAP, poursuit son œuvre dévastatrice et risque de mettre rapidement en péril la pérennisation des trésoreries rurales pourtant confrontées à un accueil du public en constante augmentation depuis trois ans !

Parce que rien n'a changé pour les conditions de travail...

La crise et la demande accrue de service public, rendent les relations avec les usagers plus tendues. Aucun service n'est épargné et les mesures de simplification annoncées le 8 novembre ne changeront rien à la dégradation des conditions de travail des agents et des conditions d'accueil du public.

Parce que rien n'a changé pour les carrières...

Carrières bloquées, avancements ralentis, promotions réduites, ce sont bien les agents de base de la Direction Générale des Finances Publiques (cadre C, B et A de premier niveau) qui continuent à payer le prix fort de la réduction des moyens du service public au contraire d'une haute hiérarchie qui, au moins, a vu ses rémunérations fortement revalorisées.

Les agents des Finances Publiques se mobilisent pour la satisfaction de leurs revendications et pour un service public de qualité répondant aux besoins des usagers, des entrepreneurs locaux et des collectivités locales.

2 L'ÉCHO RÉPUBLICAIN

Eure-et-Loir

FINANCES PUBLIQUES

Une grève contre les suppressions d'emplois

Un mouvement de grève a affecté, hier, le service des Finances publiques. Les syndicats protestent contre les suppressions d'emplois.

À l'appel de sept syndicats (Solidaires finances publiques, CGT, FO, CFDT, CFTC, Unsa et CFB-CGC), le mouvement de grève national réagit à l'annonce de 2.023 suppressions d'emploi en 2013.

L'impact local

Au niveau local, « douze postes vont disparaître », selon Christophe Arnoux, du syndicat Solidaires finances publiques. Il y

aurait eu « 151 emplois disparus ces dix dernières années ».

L'intersyndicale s'élève contre « la suppression des trésoreries de proximité » au profit de l'administration par Internet et « l'augmentation de la charge de travail ».

À Chartres, 25 % du personnel était en grève mardi (45 % pour le service des entreprises et 35 % pour celui des particuliers). L'accueil a été perturbé : pas de réception de fonds ou d'espèces. ■

Fabrice Blumet